

## Les dirigeants occidentaux qui aiment les migrants sont en guerre contre leur propre peuple



[Source : rt.com]

[Illustration : Manifestation à Dublin, Irlande, le 23 novembre 2023, à la suite des attaques à l'arme blanche survenues plus tôt dans la journée © Peter MURPHY / AFP]

Les dirigeants irlandais ont tenté de discréditer et de faire taire l'indignation de l'opinion publique après qu'une agression à l'arme blanche a attisé la colère contre leurs politiques.

Par Tony Cox, journaliste américain qui a écrit ou édité pour Bloomberg et plusieurs grands quotidiens.

L'effondrement de la classe dirigeante à la suite des récentes émeutes de Dublin en dit long sur l'ampleur et la profondeur du fossé qui s'est creusé entre les gouvernements occidentaux et leurs citoyens. C'est comme si les responsables étaient scandalisés par la témérité de leurs sujets qui crient à cause de la douleur et de la mort que leur infligent leurs supposés dirigeants.

Des citoyens irlandais en colère sont descendus dans la rue en scandant « *ça suffit* », après avoir subi la dernière conséquence de l'immigration de masse : L'attaque au couteau du 23 novembre, au cours de laquelle trois enfants et deux adultes ont été blessés dans le centre de Dublin. N'ayant pas été entendus par les décideurs politiques qui détruisent leur qualité de vie, ils ont brûlé des bus et des voitures de police et se sont violemment heurtés aux agents.

Le suspect n'a pas été identifié ni officiellement arrêté. Contrairement aux Irlandais, il est protégé par leur gouvernement et il serait trop handicapé pour être interrogé par la police en raison des blessures qu'il a subies au cours de la série de coups de couteau. Il a été décrit comme un Algérien de 49 ans qui a obtenu la nationalité irlandaise.

Une controverse médiatique a éclaté quelques jours après l'attentat lorsque le journaliste indépendant John McGuirk a rapporté – à tort – que le suspect était un migrant algérien qui vivait en Irlande, aux frais du contribuable, depuis 2003. M. McGuirk a fait référence à un homme qui était sous le coup

d'un arrêté d'expulsion après avoir été arrêté il y a plusieurs années, mais qui a été autorisé à rester dans le pays et a reçu par la suite un passeport irlandais. Au début de l'année, il a été arrêté pour possession illégale de couteau et pour avoir endommagé une voiture. Selon les médias, il a été libéré par le tribunal en raison d'un problème de santé mentale.

M. McGuirk a été attaqué par les porte-parole de l'establishment, non pas pour s'être trompé dans l'histoire, qui n'était pas connue au départ, mais pour avoir décidé de ne pas cacher des informations sensibles à ses lecteurs. Interrogé lors d'une interview télévisée par l'animatrice Ciara Doherty, qui lui demandait s'il avait « *enflammé* » une « *situation hostile* » en donnant des détails sur les antécédents du suspect, il a répondu : « *Votre position essentielle est que vous, en tant que journaliste, assis dans ce fauteuil, devez décider quelles informations les personnes qui regardent ce programme ont à leur disposition, et si vous décidez qu'elles ne peuvent pas les gérer, vous ne les leur donnez pas* ».

La police a ensuite révélé que M. McGuirk avait identifié le mauvais migrant algérien. Bien qu'il n'ait pas été nommé dans l'article, les détails de ses antécédents ont permis aux enquêteurs en ligne de l'identifier. Selon les médias, la police protège désormais l'homme qui a été mal identifié, tout en continuant à ne pas divulguer d'informations sur le véritable suspect.

M. McGuirk a retiré d'Internet son article erroné et a publié une déclaration indiquant que la source qui lui avait donné une fausse identité était un haut fonctionnaire de police. Il avait également vérifié l'information auprès d'un haut fonctionnaire du système judiciaire irlandais avant de publier son article. Son organe de presse, Gript Media, enquête actuellement pour déterminer si la fausse information était un acte délibéré de sabotage.

Il est facile de comprendre pourquoi des personnalités influentes du gouvernement irlandais se réjouiraient de voir un tel article déformé par un journaliste hostile. La discussion s'est orientée vers la diffusion de « *fausses informations* » et l'incitation à la colère des citoyens plutôt que vers l'immigration excessive et la mauvaise sécurité publique.

La situation n'est pas sans rappeler la publication par WikiLeaks de courriels montrant que le Comité national démocrate américain avait truqué les primaires présidentielles de 2016 en faveur de la candidate qu'il avait choisie, Hillary Clinton. Plutôt que de se concentrer sur le scandale, les médias traditionnels se sont concentrés sur les affirmations non prouvées de Mme Clinton selon lesquelles des pirates informatiques russes avaient volé les courriels et les avaient transmis à WikiLeaks.

En fait, même si vous saviez qu'un adversaire ayant des arrière-pensées avait révélé que votre conjointe vous trompait, ne seriez-vous pas plus préoccupé par l'infidélité que par la source ? L'histoire [ici prise en compte] en Irlande devrait être celle de politiques d'immigration destructrices, et non celle de l'identification du mauvais migrant algérien criminel.

Ironiquement, la distraction et la mauvaise orientation de l'histoire de Dublin n'ont pas vraiment d'importance. Le fait est que le dangereux migrant identifié par McGuirk a été autorisé à rester en Irlande par un gouvernement qui ne donne pas la priorité à la sécurité de son propre peuple. Il n'a pas commis cette agression particulière, mais c'est un migrant criminel, et s'il commet un autre crime, ce sera une faute directe infligée au peuple irlandais par son gouvernement. Il n'en reste pas moins que le véritable suspect est un migrant algérien, c'est-à-dire qu'il vient d'un pays situé à plus de 1 000 kilomètres et qui n'est pas en guerre. S'il s'agissait d'un réfugié légitime, l'Irlande n'était pas le refuge le plus proche, loin s'en faut.

Cependant, si les dirigeants irlandais peuvent l'aider, l'attention sera détournée de la crise migratoire du pays. Peu importe les politiques qui mettent en danger les citoyens irlandais et réduisent leur qualité de vie. Il n'y aura pas non plus de discussion sérieuse sur les raisons pour lesquelles les demandeurs d'asile illégitimes et les autres migrants sont autorisés à rester dans le pays, même après avoir commis des crimes.

Plutôt que de décrier le meurtre d'enfants à l'arme blanche ou d'aborder les questions de politique générale soulevées par ce carnage, les représentants du gouvernement irlandais et leurs sténographes des médias concentrent leur colère sur les citoyens qui ont violemment exigé un changement, les qualifiant de « *racistes enhardis* ».

Le chef de la police nationale, Drew Harris, a imputé les émeutes à un « *facteur hooligan complètement lunatique animé par une idéologie d'extrême droite* ». La ministre de la Justice, Helen McEntee, s'est engagée à durcir les tactiques policières pour réprimer toute révolte de ce type de la part des « *voyous et criminels* » qui utilisent l'agression au couteau pour « *semer la division* ». Lilian Seenoi-Barr, femme politique britannique d'origine kenyane, a imputé les troubles à une petite minorité d'extrême droite et a qualifié les émeutiers de « *groupe terroriste organisé de personnes qui veulent s'en prendre aux immigrants* ».

Le Premier ministre Leo Varadkar a insisté sur le fait qu'il ne fallait pas faire le lien entre la série d'agressions à l'arme blanche et l'immigration massive qui transforme la population irlandaise. Le Premier ministre a déclaré que les émeutiers ne pouvaient pas être motivés par le désir de protéger leur mode de vie, mais qu'ils étaient « *remplis de haine, qu'ils aimaient la violence, qu'ils aimaient le chaos et qu'ils aimaient faire souffrir les autres* ». Il a également demandé que la législation irlandaise sur les discours haineux soit améliorée. « *Nous moderniserons nos lois contre l'incitation à la haine et la haine en général.* »

Dans la mesure où la foule a été attisée, elle l'a été par la réalité – la réalité créée par les politiques des dirigeants du pays qui font la sourde oreille. L'afflux de migrants – dont beaucoup sont des demandeurs d'asile illégitimes provenant de zones de guerre extérieures – a fait passer la population de l'Irlande à 5,15 millions d'habitants, soit une augmentation de 31 % au cours des deux dernières décennies. Un habitant de l'Irlande sur cinq

n'est pas né en Irlande. De nombreux jeunes ont renoncé à chercher un logement en raison de la crise immobilière et de l'inflation galopante. Le nombre de meurtres et d'autres crimes a fortement augmenté.

Quant à l'idée que les gens sont violemment en colère à cause de l'effondrement de leur qualité de vie, des sondages récents montrent que 75 % des Irlandais pensent que leur pays accueille trop de demandeurs d'asile. Une majorité encore plus grande (76 %) reconnaît qu'il est justifié que les gens soient en colère lorsque des migrants s'installent dans leurs communautés. On peut supposer que la plupart de ces citoyens ne sont pas enclins à incendier des tramways ou des bus, mais si ne serait-ce qu'une personne sur 100 parmi celles qui s'opposent à ce qui est fait à leur pays est suffisamment en colère pour se soulever, vous obtenez une foule de près de 400 000 personnes.

Tous les émeutiers n'étaient pas motivés par de réels griefs. Certains, par exemple, ont profité des troubles pour se livrer au pillage. Quoi qu'il en soit, une forte majorité d'Irlandais n'obtient pas ce qu'elle veut des décideurs politiques. Leur message n'est pas entendu lorsqu'ils brûlent des objets, tout comme il a été ignoré lorsqu'ils organisaient des manifestations pacifiques. Alors, quelle est la prochaine étape ?

Les dirigeants irlandais ont réagi en diabolisant leurs détracteurs et en criminalisant la dissidence. Par exemple, la légende irlandaise du MMA, Conor McGregor, ferait partie des nombreuses personnes faisant l'objet d'une enquête pour « *incitation à la haine* ». McGregor a publié sur les médias sociaux que le suspect de l'agression au couteau était un « *grave danger parmi nous en Irlande qui n'aurait jamais dû être ici en premier lieu* ». Le vice-premier ministre Micheal Martin a dénoncé le commentaire précis du boxeur comme étant « *absolument honteux* », ce à quoi McGregor a répondu en qualifiant le politicien de « *sans valeur et sans courage* ».

La semaine dernière, M. McGregor a réitéré ses critiques, affirmant que les autorités irlandaises tentaient de l'utiliser comme « *bouc émissaire* ». Il a ajouté : « *La vérité des nombreuses politiques ratées de ce gouvernement, cependant, ne cessera jamais d'être la raison pour laquelle nous avons des enfants innocents à l'hôpital sous assistance respiratoire après avoir été poignardés par un criminel dérangé.* » Lundi, le combattant a même fait allusion à sa candidature à l'élection présidentielle.

Comparez la réaction à Dublin avec la façon dont la classe dirigeante occidentale a traité les émeutes de Black Lives Matter en 2020. On a vu des policiers s'agenouiller avec les manifestants au lieu de les traiter de hooligans extrémistes. Au lieu d'appeler tout le monde à taire les connotations raciales de l'événement déclencheur – la mort d'un criminel noir, George Floyd, après qu'un policier blanc s'est agenouillé sur son cou – on a fait de l'histoire une affaire de racisme.

Alors même que les villes brûlaient et que des dizaines de personnes étaient tuées, de nombreux hommes politiques se sont ralliés aux demandes des émeutiers de « *dégraïsser la police* » et de « *réimaginer le maintien de*

*l'ordre* ». La future vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, a encouragé une campagne de collecte de fonds pour libérer les émeutiers qui avaient été arrêtés pendant les troubles. Nike, Google, Apple et d'autres grands noms de l'Amérique des affaires ont promis des dons massifs à des causes de « *justice raciale* ».

Et si enflammer les émeutiers de Dublin en liant le crime à l'immigration a été jugé irresponsable, enflammer la foule de BLM avec des mensonges pourrait même relever d'une stratégie gouvernementale. Un nouveau documentaire sur la mort de Floyd affirme que l'autopsie initiale n'a trouvé aucune indication qu'il était mort d'une blessure au cou, mais qu'il était infecté par le Covid-19 et que son sang contenait des niveaux mortels de fentanyl. Selon le documentaire, le lendemain de la rencontre entre le médecin légiste et les agents du FBI, l'autopsie a été modifiée pour suggérer que Floyd avait été tué par la police.

Le policier reconnu coupable du meurtre de Floyd, Derek Chauvin, purge toujours une longue peine en prison, où il a été poignardé à 22 reprises par un autre détenu le mois dernier. Son agresseur était un ancien informateur du FBI.

Les dirigeants occidentaux semblent fonder leur réaction aux troubles civils et aux crimes violents sur l'idéologie de leurs auteurs. S'il s'aligne sur l'agenda politique, le message est amplifié et traité avec sympathie. S'il expose la folie de politiques destructrices, il doit être écrasé. Les émeutes de BLM ont donné l'occasion aux racistes de diviser davantage la population et de promouvoir des « *réformes* » qui favorisent les criminels au détriment des citoyens respectueux de la loi et les non-Blancs au détriment des Blancs. Les émeutes de Dublin ont montré que le peuple avait atteint son point de rupture avec l'immigration de masse et les dirigeants qui refusaient de servir les intérêts de leurs citoyens.

Les mêmes critères ont été appliqués lorsqu'une manifestation contre la fraude électorale au Capitole des États-Unis a dégénéré en émeute en janvier 2021. Des émeutiers ont pénétré dans le Capitole pour perturber la certification par le Congrès de la victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle. Joe Biden a réagi en qualifiant l'émeute de « *pire attaque contre notre démocratie depuis la guerre de Sécession* ». Plus de 1 100 personnes ont été arrêtées pour leur rôle présumé dans l'émeute. Nombre d'entre elles ont été condamnées à de longues peines de prison. Un homme qui n'était même pas à Washington le jour de l'émeute – mais qui a envoyé des messages encourageant la violation depuis sa chambre d'hôtel à Baltimore – a été condamné à 22 ans de prison.

Une approche similaire est adoptée pour d'autres crimes très médiatisés. Lorsqu'un tireur blanc a blessé quatre personnes dans un Walmart du Missouri le mois dernier, le FBI a déclaré deux jours plus tard que le tireur était peut-être motivé par une idéologie raciste. Peu importe que deux de ses victimes soient blanches et deux soient noires.

Pourtant, plus de huit mois après l'incident au cours duquel un tireur transgenre a tué trois enfants et trois adultes dans une école primaire chrétienne du Tennessee, la police refuse toujours de publier le « *manifeste* » rédigé par le meurtrier. En fait, sept officiers ont été suspendus parce qu'ils sont soupçonnés d'avoir divulgué une partie du document en ligne. Dans les pages du manifeste qui ont été divulguées, la tireuse Audrey Hale parle de tuer « *tous les petits crackers* » qui ont des « *privilèges blancs* ». De même, il a fallu sept mois à la police pour révéler que l'homme qui avait tué cinq personnes et en avait blessé huit autres dans une banque du Kentucky voulait inspirer des lois plus strictes sur le contrôle des armes à feu en tuant des « *Blancs de la classe supérieure* ».

La suppression de la vérité, le mensonge et l'indignation situationnelle ne peuvent être maintenus indéfiniment. Les dirigeants qui imposent des politiques qui détruisent leurs pays et nuisent à leurs citoyens, qu'ils sont censés représenter, ne peuvent pas se soustraire indéfiniment à un véritable examen de leurs trahisons. Les critiques ne peuvent plus être complètement réduites au silence, quelle que soit l'agressivité des efforts de censure.

Quelle est la durée de vie d'une guerre contre son propre peuple ? Combien de temps un gouvernement peut-il défier les intérêts de ses citoyens et vilipender ceux qui se plaignent ? À moins de remplacer la population née dans le pays assez rapidement pour éviter de devoir rendre des comptes, les dirigeants devront un jour ou l'autre rendre des comptes à leurs sujets.

Les mêmes voix qui appellent à atténuer la rhétorique et même à supprimer les faits pour éviter d'enflammer la foule à Dublin ne font qu'inciter à une plus grande escalade en rejetant les émeutiers comme des voyous extrémistes et racistes. Les personnes dont la vie est détruite – à leurs propres frais, en tant que contribuables, et par les dirigeants traîtres qui ont le devoir moral de servir leurs intérêts – finiront par trouver un moyen de se faire entendre.